



Les prostituées dénoncent

LE MÉPRIS DU BOURGMESTRE

► Selon le collectif Utsopi, Philippe Close (PS) refuse tout dialogue avec les travailleurs du sexe

► Alors que les membres du comité de quartier Alhambra ont été reçus par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles mercredi, le collectif de travailleuses/travailleurs du sexe Utsopi dé-

nonce un refus de dialogue de la part de Philippe Close (PS). Étant donné qu'un nouveau règlement de police visant à lutter contre les nuisances dans le quartier Alhambra est entré en vigueur en août, l'Union des travailleurs du sexe souhaite ren-

contrer le maître pour exposer ses propositions en la matière. Mais aucune suite n'a pour l'heure été donnée par la Ville à cette demande de rendez-vous. Selon le collectif, le bourgmestre montre un double visage.

"Homme de dialogue avec ses amis du comité Alhambra, il se ferme lorsqu'il s'agit des travailleuses du sexe. Il n'a même pas eu la politesse de répondre à notre courrier. C'est la politique du mépris. Mais peut-être que le nouveau bourgmestre pense que les TDS sont des citoyens de 3^e ou 4^e catégorie, des sous-humains, en quelque sorte. Le plus cocasse, c'est qu'il dit soutenir le combat des femmes. Mais les femmes de l'Alhambra, il veut les chasser et, quand elles veulent lui parler, il les ignore."

Sans nier la nécessité de mieux réguler la prostitution dans le quartier, le collectif Utsopi prône une solution de compromis. "Nous en sommes loin aujourd'hui. Tout se passe comme si le bourgmestre avait donné les clés du quartier au comité Alhambra, qui rassemble les riverains les plus hostiles aux prostituées. Jusqu'à ce jour, il n'a pas concerté les communes voisines et il n'a rencontré aucun acteur de terrain", souligne Utsopi.

De son côté, l'ASBL Espace P

déplore la suspension de la plateforme PICEP (Plan intégré communal d'encadrement de la prostitution) initiée par l'ancien bourgmestre Freddy Thielemans (PS). "On rassemblait tous les acteurs autour de la table afin d'écouter les besoins des habitants sans balayer les travailleuses du sexe au rang de sous-citoyennes. Le nouveau bourgmestre a été très clair en signifiant qu'il voulait éradiquer la prostitution. Malgré notre expertise, il ne nous a jamais contactés. Nous sommes ouverts au dialogue mais on ne veut pas forcer la main", explique Fabian Drianne.

CE TRAVAILLEUR SOCIAL se montre critique face au refus du bourgmestre socialiste de recevoir Utsopi. "Quoi de plus légitime que de vouloir être entendus sur des mesures qui les concernent directement ! Philippe Close veut chasser les prostituées du quartier sans proposer aucune alternative. C'est un manque total de considération, alors qu'une politique de gauche consiste à prendre soin des plus démunis."

Contacté, le bourgmestre indique qu'il a bel et bien l'intention de rencontrer prochainement les responsables du collectif Utsopi.

Pa. D.



► Un nouveau règlement interdisant le racolage à Alhambra est entré en vigueur en août. © JC GUILLAUME

"Sans un règlement régional, ON N'AVANCERA PAS"

► Un débat sur les pouvoirs communaux et la prostitution s'est déroulé ce jeudi

► En matière de prostitution, les différents partis politiques sont d'accord sur un point: la nécessité d'instaurer un cadre clair. "Tant qu'au niveau régional, on n'est pas capable d'avoir un règlement commun, on n'avancera pas. Une première étape serait déjà d'harmoniser les règlements communaux", a exprimé Joëlle Milquet (CDH), députée bruxelloise et ancienne ministre de l'Égalité des chances. La protection des

femmes et la lutte contre le proxénétisme font aussi l'objet d'un consensus entre les partis. Cependant, c'est dans la manière de mettre les choses en place que les visions diffèrent, souvent au sein des partis eux-mêmes.

Ainsi, pour le MR, il faut lutter contre le proxénétisme en pénalisant directement les clients. "Lutter contre la traite des êtres humains tout en voulant réglementer

la prostitution, c'est hypocrite", s'est exprimé Viviane Teitelbaum (MR), députée bruxelloise et présidente du Conseil des femmes francophones de Belgique (CFFB) qui positionne ainsi son parti comme abolitionniste. Une position partagée par Joëlle Milquet (CDH) qui représentait le CDH. "On ne veut pas interdire l'activité qu'exercent ces femmes, nous voulons les protéger. C'est ce qui est autour que l'on veut interdire."

Une vision qui est loin de faire l'unanimité. "Pénaliser les clients ne fait que déplacer le problème", pense Mathilde El Bakri (PTB), députée bruxel-

loise. Julien Uyttendaele (PS), Chloé Genot (Ecolo) et Fatouma Sidibé (Défi) ont plutôt tendance à se positionner personnellement en faveur d'une réglementation, bien que ce dernier parti n'ait pas de position tranchée sur le sujet. "Instaurer un périmètre géographique clair permettrait de ne pas cacher la prostitution et donc de voir dans quelles conditions de vie et de travail se trouvent les travailleuses du sexe", a indiqué le parlementaire socialiste.

QUELLES SOLUTIONS envisager? Plusieurs pistes ont été émises. Notamment la création d'une sorte de Villa Tinto, à l'instar de ce qui existe déjà à Anvers. Une proposition largement rejetée par le MR et le CDH. Pour Bianca Debaets (CD&V), secrétaire

d'état, "cela engendre moins de nuisance et plus de sécurité pour les travailleuses", mais elle concède que cela ne représente pas une solution miracle.

Il existe tellement de réalités différentes de la prostitution qu'une solution unique est impossible.

Ainsi, Ecolo propose un statut officiel qui ne serait pas celui d'employé, tandis que le PTB et le MR se rejoignent sur l'idée de mettre l'accent sur l'accompagnement des filles pour les aider à sortir de la prostitution. Le débat n'est pas près d'être clos.

H. G.



► Viviane Teitelbaum.



► Julien Uyttendaele.

